



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°107 – Semaine du 17 novembre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Nombre de lauréats dans les pays nordiques du dernier appel à projets « *Net Zero Technologies* » du Fonds pour l'innovation européen :

16

Parmi les 61 projets sélectionnés au total, 5 sont originaires de Norvège, 5 de Finlande, 3 de Suède et 3 du Danemark. La France est en tête du classement avec 14 projets lauréats. Ces projets recevront un financement total de 2,9 Mds €.

Source: [Commission européenne](#)

Pays nordiques

Les pays nordiques s'engagent, aux côtés de leurs partenaires du Mécanisme de Tallin, à verser 241,7 M€ à l'Ukraine. Lancé en décembre 2023, le Mécanisme de Tallin est devenu la principale plateforme internationale de coordination du soutien civil à l'Ukraine en matière de cybersécurité. En 2025, il réunit 13 États (dont la France et les pays nordiques hormis l'Islande, avec l'adhésion de la Norvège en juillet 2025). Les 30 et 31 octobre 2025, la France et la Suède ont accueilli la 8^{ème} réunion du Mécanisme à Paris. A cette occasion, les membres ont réaffirmé leur soutien à la souveraineté et à la résilience numériques de l'Ukraine, annonçant une aide supplémentaire de 60,9 M € pour soutenir les capacités cyber civiles de l'Ukraine. Cet appui de la communauté internationale porte le montant total de l'aide civile coordonnée à l'Ukraine à travers ce Mécanisme à 241,7 M€ depuis 2023.

QuNorth, projet de construction de l'ordinateur quantique le plus puissant au monde, actuellement en cours à Copenhague. Financée par la Fondation *Novo Nordisk* et le fonds public d'investissement et de soutien export danois *Eifo*, avec une solution logicielle *Microsoft*, cette initiative vise à positionner la région nordique à la pointe de la technologie quantique. Baptisé « *Magne* », l'ordinateur devrait être opérationnel d'ici la fin 2026 et mis à la disposition des entreprises et des chercheurs des pays nordiques. Il sera fabriqué par le groupe *Atom Computing*. Ancienne directrice du *Quantum Life Science Centre* de l'Institut Karolinska, la Suédoise Ebba Carbonnier a été nommée début novembre à la tête de ce projet industriel.

Danemark

Un large accord politique au Parlement danois prévoit de consacrer 900 M DKK (120,6 M €) pour accélérer la protection des côtes du pays face aux risques climatiques. Selon le ministre de l'Environnement, Magnus Heunicke, ces mesures sont essentielles pour anticiper des conditions météorologiques plus extrêmes et réduire le risque d'inondations dans les villes côtières danoises.

Le Groenland a adopté une nouvelle loi de finances marquée par les restrictions budgétaires. L'accord, présenté par le ministre des Finances Múte B. Egede et soutenu par les quatre partis membres de la coalition gouvernementale arrivée au pouvoir en mars dernier, vise à rétablir l'équilibre des finances publiques. Le budget 2026 prévoit des mesures d'austérité, avec seulement 7,3 M DKK alloués à quatre projets de réforme, et limite les nouvelles initiatives majeures au cours des quatre prochaines années. Cette loi contraste avec la précédente, qui avait prévu d'importantes réductions d'impôts. L'économie groenlandaise est notamment fragilisée par un ralentissement de la croissance, le vieillissement de la population et une dépendance accrue à la main-d'œuvre étrangère.

Les exportations danoises continuent d'augmenter fortement, portées principalement par les ventes vers les États-Unis et la Chine. En septembre, elles ont crû de 3,4 % pour atteindre 181,7 Mds DKK (24,2 Md €). Malgré une légère baisse des importations, la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) salue la capacité des entreprises à résister à un environnement mondial incertain et mise sur un regain de croissance en Allemagne et en Suède pour consolider cette dynamique exportatrice.

La confiance des consommateurs atteint son niveau le plus bas depuis début 2023. Elle tombe à -19,5 en octobre, contre -18,7 en septembre (par rapport à un indice de 100). Malgré un emploi record et une inflation maîtrisée, les Danois restent pessimistes en raison des incertitudes économiques, de la hausse des prix alimentaires et des tensions géopolitiques. Ils dépensent donc moins et préfèrent épargner, ce qui explique le faible niveau de la demande domestique et la dépendance de l'économie danoise aux exportations (*rapport OCDE Danemark 2025*).

Le taux d'emploi des immigrés non-occidentaux au Danemark a fortement progressé depuis 2022, passant de 58,7% à 61,8 %. Cela représente une augmentation de 30 000 personnes en activité (+16% en 3 ans, à 210 000 personnes). Cette tendance s'explique principalement par la bonne santé de l'économie danoise et la forte demande de main-d'œuvre, qui ont permis à davantage de personnes auparavant éloignées du marché du travail (notamment les immigrés non occidentaux, les seniors et les chômeurs de longue durée) d'accéder à l'emploi.

Les Fonds de pension danois atteignent un niveau record de plus de 4 000 Mds DKK (520 Mds €) de fonds gérés. Le secteur devrait placer environ 400 Mds DKK supplémentaires d'ici 2030, selon une analyse de *F&P*. Malgré un contexte géopolitique instable, les fonds de pension danois continuent d'investir à long terme, notamment dans les secteurs de la transition écologique, la défense et la sécurité. Environ un tiers des actifs restent investis au Danemark, tandis que les placements hors du pays, notamment aux États-Unis, ne cessent de croître.

Le Danemark crée 11 nouveaux parcs industriels pour faciliter l'installation d'entreprises de production et stimuler l'investissement et l'emploi.

Répartis dans des communes comme Horsens ou Aalborg, ces parcs offriront des infrastructures clés et un guichet unique pour simplifier les démarches administratives. L'accord, soutenu par une large coalition politique, vise à renforcer la compétitivité danoise, en particulier dans des secteurs stratégiques tels que la transition écologique, les sciences de la vie et l'alimentation.

Novo Nordisk perd la bataille pour le rachat de la société américaine de biotechnologie Metsera.

Le groupe pharmaceutique danois avait surenchéri à l'offre d'achat de la biotech faite par *Pfizer*, tant en raison du portefeuille de produits particulièrement prometteur de la société que du risque de voir son concurrent suisse entrer sur le marché des traitements contre l'obésité. Vendredi 10 novembre, le conseil d'administration de *Metsera* a finalement retenu l'offre de *Pfizer*, jugée plus sûre, après les réserves émises par la *Federal Trade Commission* (FTC) à l'égard de la proposition du groupe danois. Cette opération devait s'inscrire dans la stratégie plus large de *Novo Nordisk*, qui mise depuis plusieurs années sur l'externalisation de sa capacité d'innovation, en étoffant son portefeuille par l'acquisition de sociétés spécialisées. Cet épisode survient par ailleurs dans un contexte agité pour le fleuron danois, avec l'annonce récente d'un remaniement quasi intégral du conseil d'administration (hors administrateurs salariés), du fait d'un désaccord stratégique avec la *Fondation Novo*, actionnaire majoritaire, une concurrence accrue et un ralentissement de la croissance motivant une importante réduction des effectifs de l'entreprise.

Finlande

Des mesures pour implanter des centres de données à haute valeur ajoutée.

Dans un rapport remis au Premier ministre, plusieurs mesures constitutives d'une feuille de route nationale pour les *data centers* sont proposées afin d'attirer les investissements en Finlande. Parmi celles-ci, il est proposé de poursuivre la réduction de la taxe sur l'électricité, de faciliter l'obtention de permis, et de créer un plan de flexibilité sans énergie fossile pour l'approvisionnement en électricité. Actuellement, la Finlande dispose de 33 centres de données avec une consommation électrique totale de 285 MW.

Des projets finlandais recevront 300 M€ de financement dans le cadre de l'appel à projet « Net Zero Technologies » du Fonds pour l'innovation de l'UE.

61 projets ont été sélectionnés, pour une enveloppe totale de 2,9 Mds €. Parmi ces projets, 5 sont finlandais: *NotNukeOne* combine énergie solaire et agriculture; le géant pétrolier *Neste* transformera l'une de ses raffineries de pétrole en centre d'économie circulaire et de biogaz; l'armateur *Royal Caribbean*, dont une partie de flotte est construite par les chantiers Meyer à Turku, prévoit de tester la possibilité de produire de l'hydrogène bas-carbone sur à bord des navires combiné à des technologies de capture de carbone; *Fortum* met en place un projet de recyclage de batteries de véhicules électriques; *Skeleton Technologies* produit des superbatteries.

La Confédération des Industries (EK) estime que la sur-réglementation génère jusqu'à 6 Mds € par an de coûts pour les entreprises finlandaises.

Selon le rapport de la Confédération EK, les coûts d'adaptation des entreprises au cadre réglementaire représentent environ 2,0 à 2,5% du PIB. Pour une PME dont le chiffre d'affaires est de 5 à 10M€ par an, cela représenterait une diminution du résultat d'exploitation de 4 à 6%. Le rapport note une

augmentation considérable des réglementations au niveau de l'UE entre 2009 et 2024. Selon le rapport Draghi, 55% des PME considèrent la réglementation comme le principal défi pour leur activité.

La société pétrolière Teboil en difficulté suite aux sanctions des États-Unis contre la Russie.

L'entreprise de stations-services *Teboil*, filiale à 100% du conglomérat pétrolier russe *Lukoil*, et qui compte environ 400 stations-services en Finlande, a annoncé la réduction de ses activités dans un contexte de pénurie de carburant. Les sanctions américaines contre *Rosneft* et *Lukoil* ont provoqué l'arrêt de la vente de produits pétroliers à *Teboil* par *Neste* (1^{ère} entreprise pétrolière finlandaise). La vente des participations internationales de *Lukoil* à *Gunvor*, entreprise suisse créée avec le concours de Guennadi Timchenko, proche du Président Poutine, avait été annoncée le 30 octobre mais a finalement été annulée, après des pressions exercées par les États-Unis.

Islande

4,3 % d'inflation au mois d'octobre 2025.

Selon *Statistics Iceland*, l'inflation islandaise s'établit à 4,3 % pour le mois d'octobre 2025, en hausse de 0,2 points de pourcentage d'un mois sur l'autre. Ce chiffre s'accompagne d'une révision à la hausse des anticipations des banques *Landsbankinn* et *Islandsbanki*, lesquelles prévoient une inflation en légère hausse sur les prochains mois. Elle atteindrait 4,5 % en janvier 2026. Ces conditions pourraient conduire la Banque centrale islandaise à maintenir son taux directeur à 7,5% lors de la prochaine décision du Comité de la politique monétaire le 19 novembre prochain.

Révision à la hausse du déficit budgétaire prévu pour 2026.

Dans le cadre du travail en commission parlementaire, le ministre des Finances et de l'Economie Daði Már Kristófersson a présenté une version révisée du projet de loi de finances 2026 déposé devant le Parlement le 9 septembre 2025. Alors que le projet de loi initial prévoyait un déficit à 15,5 Mds ISK (108,2 M €), le projet de loi révisé prévoit désormais un budget déficitaire à hauteur de 25,6 Mds ISK (174,3 M €). Ces changements sont dus à une réévaluation des recettes et des dépenses de l'État sur l'année 2026, et notamment à la réévaluation à la baisse des prévisions de croissance 2026 que *Statistics Iceland* évalue désormais à 1,8% contre 2,6% en juillet 2025.

Baisse des exportations islandaises vers les États-Unis.

Au mois de septembre 2025, les exportations islandaises vers les États-Unis représentaient 7,240 Mds ISK (49 M €), contre 11,151 Mds ISK en 2024 sur la même période, soit une baisse de 35% d'une année sur l'autre. Les États-Unis représentaient 11,5 % des exportations islandaises en 2024 et 9% sur les 10 premiers mois de 2025.

Le Blue Lagoon dépose un projet de construction d'un nouveau complexe hôtelier dans le sud-est du pays.

L'entreprise *Blue Lagoon*, qui exploite le complexe géothermal éponyme, a publié le 3 novembre 2025 les plans d'un

projet de construction d'un complexe hôtelier de 120 chambres accompagné de bains à proximité du glacier de Hoffellsjökull, dans le Sud-Est de l'Islande. Le projet est actuellement ouvert à consultations publiques jusqu'à la fin du mois de novembre 2025. L'entreprise s'attend à ce que les travaux de construction puissent commencer à l'automne 2026 et durent 18 à 24 mois.

Augmentation de 6% de la fréquentation des hôtels islandais au mois de septembre 2025.

Le nombre des nuitées hôtelières en Islande était de 543 494 au mois de septembre 2025, un chiffre 6% plus élevé que celui du mois de septembre 2024 et qui se traduit par un taux d'occupation des hôtels islandais de 82%. Cette hausse concerne l'ensemble du territoire, à l'exception de la péninsule de Reykjanes, et en particulier le sud du pays, avec une augmentation de 15% du nombre des nuitées au mois de septembre. Ces chiffres font suite à une saison estivale marquée par une augmentation de 9,6% pour août et de 13,5% pour juillet 2025 de la fréquentation des hôtels islandais.

Norvège

Le Fonds souverain sollicité pour assurer une garantie de prêt à l'Ukraine.

Afin de financer son « prêt de réparation » de l'Ukraine, l'UE envisage de mobiliser les actifs de la Banque centrale russe gelés en raison du conflit. La société belge *Euroclear*, dépositaire des fonds à ce jour, souhaite obtenir des garanties dans le cadre de l'octroi du prêt, qui s'élèverait à 140 Mds€. La Norvège a été sollicitée pour apporter sa garantie à ce prêt. Une majorité des partis au *Storting* y serait favorable. Néanmoins, en marge du Conseil Ecofin, le ministre des finances, Jens Stoltenberg, a indiqué que le Royaume ne pourrait pas se porter seul garant de la totalité du prêt. Il promet un soutien important à l'Ukraine, mais déclare qu'il ne peut pas se prononcer sur la forme que prendra cette aide, dans l'attente d'informations complémentaires de Bruxelles.

Amendement du cadre éthique du Fonds souverain.

Le Parlement a voté à la majorité le 4 novembre la suspension de l'activité du Comité éthique du cadre éthique du Fonds souverain. Le vote a été effectué sur proposition du ministre des Finances Stoltenberg, qui l'avait évoquée le 23 octobre. La mesure a été soutenue par le Parti travailliste, le Parti conservateur, le Parti libéral, le Parti du centre et le Parti chrétien-populaire. Le Parti socialiste de gauche, les Rouges et les Verts l'ont repoussée. Cette suspension a été votée dans l'attente de l'adoption d'un nouveau cadre éthique qui intègre les dernières évolutions géopolitiques. Le gouvernement souhaite notamment prévenir le retrait de grandes sociétés technologiques, notamment américaines, pour conserver une diversification des placements du Fonds. L'ancien gouverneur de la *Norges Bank*, Svein Gjerdem, a été nommé à la tête d'un groupe de travail dédié.

Bénéfices du Fonds souverain au troisième trimestre.

Entre juillet et septembre 2025, le *Government Pension Fund Global* a réalisé un profit de 5,8%. Le Fonds reste principalement exposé au marché actions (71,2%), puis au marché obligataire (26,6%) et plus marginalement à l'immobilier non coté (1,8%) ainsi qu'aux infrastructures d'énergie renouvelables (0,4%). Au 30 septembre, la valeur du Fonds a atteint 20 444 Mds NOK, soit 1 750 Mds€,

soit la valeur la plus élevée depuis sa création.

Débat sur la fiscalité en Norvège.

Le ministre des Finances, Jens Stoltenberg, a convié l'ensemble des forces politiques le 28 octobre pour défendre la constitution d'une commission de réflexion sur une réforme de la fiscalité. Le calendrier évoqué par le ministre prévoit une publication de recommandations à l'été 2027, la rédaction d'un livre blanc subséquent et une entrée en vigueur des éventuelles modifications en 2028. L'objectif serait de restaurer une compétitivité fiscale de la Norvège qui souffre d'une évasion fiscale, notamment des grandes fortunes et des *start-ups* technologiques.

Le Bureau du vérificateur général de Norvège fait part de ses inquiétudes sur les finances publiques.

Le *Riskrevisjonen* souligne les menaces structurelles pesant sur les finances publiques norvégiennes. En particulier, il appelle à une meilleure gestion des dépenses publiques, alors que l'État fait face à trois défis majeurs : le vieillissement de la population du Royaume, la hausse des dépenses de l'État-providence et les incertitudes sur les revenus futur du Fonds souverain.

Le gouvernement norvégien et NH Industries (NHI) aboutissent à un compromis sur le litige des NH90.

NHI, détenu à 62,5% par *Airbus Helicopters* et 32% par *Leonardo*, a conclu un arrangement sur le contentieux du contrat de fourniture de quatorze NH90 à l'armée norvégienne. L'accord comprend une indemnisation de 375 M€, la reprise de l'ensemble des appareils livrés, ainsi que les pièces détachées, les outils et les équipements associés. Il met fin au différend judiciaire qui devait être examiné à partir du 10 novembre devant le tribunal d'Oslo. L'État norvégien exigeait initialement 2,8 Mds€.

Annnonce d'une scission des activités du groupe Kongsberg.

Le groupe industriel norvégien a annoncé le 30 octobre sa volonté de scinder ses activités en deux sociétés séparées. *Kongsberg Gruppen*

conserverait les activités de défense, aéronautiques et spatiales, tandis que *Kongsberg Maritime* reprendrait les activités maritimes. Selon Eivin Reiten, président de *Kongsberg Gruppen*, « la poursuite de la croissance et du développement sera encore mieux assurée ». La séparation du groupe doit prendre effet en avril 2026. L'État norvégien, actionnaire à 50% du groupe, conservera la même part sur les deux entités. Les investisseurs ont mal accueilli la nouvelle de la scission : le titre de *Kongsberg Gruppen ASA* (KOG) a chuté de 19%, avant de se reprendre légèrement (-17,3% au 13/11).

Après avoir publié ses résultats trimestriels, Equinor annonce une restructuration historique.

Au cours du troisième trimestre 2025, le groupe pétro-gazier affiche un résultat opérationnel de 6,21 Mds USD, soit une diminution de 9,7% comparé au T3 2024. Sa production totale a néanmoins augmenté de 7% en un an, de 1,98 M à 2,13 M de barils d'équivalent pétrole par jour. Le PDG Anders Opedal salue la résilience de l'activité d'*Equinor* en dépit du recul des cours du pétrole. La compétitivité du groupe est assurée par une compression de ses coûts, notamment dans les énergies renouvelables. Le groupe a annoncé qu'il engagera une réorganisation historique de son activité, afin de se concentrer sur le développement des champs à proximité des infrastructures existantes. Les changements opérés pourraient toucher jusqu'à 7000 employés, bien qu'aucune réduction de la masse salariale ne soit prévue selon *Equinor*.

Le projet minier de Fensfeltet suspendu à la suite de la découverte d'espèces protégées.

Les explorations en cours sur le complexe de terres rares de Fen ont été suspendues à la suite de la découverte de 78 espèces protégées sur le site. Le site contiendrait 8,78 M de tonnes de terres rares ou l'équivalent d'1,5 M de tonnes d'aimants permanents. Le projet minier est géré par le groupe *Rare Earths Norway* (REN), dont l'objectif est d'extraire 2000 tonnes de minerais. La commune de Nome, où se situe le site, va approfondir les consultations afférentes à ce sujet avant d'émettre une autorisation d'exploitation.

Mme Ine Eriskén Søreide, probable future présidente du Parti conservateur.

Ancienne ministre des Affaires étrangères, Ine Eriskén Søreide est désormais seule candidate à la présidence du parti après le retrait de Nikolai Astrup. Ce dernier a annoncé qu'il ne briguerait ni la présidence ni la vice-présidence, souhaitant une représentation géographique plus équilibrée au sein de la direction du parti. La désignation officielle doit intervenir lors du congrès national prévu en février 2026. Plusieurs figures du parti ont salué sa candidature, estimant qu'elle apporterait stabilité et continuité après l'ère d'Erna Solberg, qui quitte la direction après près de vingt années à sa tête. Sur le plan politique, Ine Eriskén Søreide s'est récemment déclarée favorable à l'ouverture d'un débat sur une éventuelle adhésion de la Norvège à l'Union européenne, réaffirmant une position pro-européenne assumée.

Suède

La Suède et l'Ukraine annoncent la création à Kiev d'un centre commun d'innovation en matière de défense.

Le ministre de la Défense, Pål Jonson (Modérés), et son homologue ukrainien, Denys Shmyhal, ont signé une déclaration d'intention sur la création d'un *hub* d'innovation pour la défense. Cette initiative vise à tirer parti de l'expertise industrielle et des capacités d'innovation de la Suède, ainsi que de l'expérience pratique acquise par l'Ukraine dans le cadre du conflit actuel avec la Russie. Lors d'une conférence de presse, M. Shmyhal a manifesté une nouvelle fois l'intérêt de l'Ukraine pour l'acquisition d'avions de combat suédois *Gripen E* ainsi que son espoir de recevoir des modèles plus anciens dès 2026. Le ministre suédois de la Défense a indiqué à Reuters le 6 novembre que le plan de financement pourrait intégrer une partie de l'aide militaire apportée à l'Ukraine par la Suède, laquelle défend en parallèle l'utilisation des avoirs russes gelés pour financer ce projet.

La Suède s'oppose à la décision de l'Union européenne d'augmenter les quotas de pêche en mer Baltique.

Les ministres de la pêche de l'UE, sous la houlette du ministre danois de la pêche Jacob Jensen, ont convenu d'augmenter les totaux admissibles de captures (TAC) pour plusieurs stocks halieutiques, notamment le hareng et le sprat, par rapport à ceux proposés par la Commission européenne. Le ministre suédois des Affaires rurales, Peter Kullgren (Chrétiens-Démocrates), s'est dit préoccupé par le niveau trop important de ces quotas, en particulier pour le hareng de la Baltique, qui pourrait entraver la reconstitution des stocks. La Commission européenne avait en effet recommandé de maintenir pour l'an prochain le quota de hareng de 2025, fixé à 83 800 tonnes, mais les ministres ont approuvé une augmentation à plus de 96 000 tonnes. Cette décision est également critiquée par les chercheurs en pêche.

Une liaison ferroviaire Stockholm-Copenhague en quatre heures dans le nouveau plan de l'UE.

Dans un communiqué de presse, le commissaire européen en charge de la politique de cohésion et des réformes, Raffaele Fitto, a

déclaré que « l'amélioration des temps de trajet entre les capitales européennes est le résultat clair et pragmatique de notre volonté de rendre l'Europe plus unie et plus efficace ». Si les détails du plan n'ont pas encore été dévoilés, notamment ses délais d'achèvement, une proposition formelle est promise d'ici le début de l'année 2026 pour faciliter l'achat et la combinaison de billets de différentes compagnies par les passagers.

L'inflation est plus haute que prévue en octobre, à 3,1%.

Selon l'Agence suédoise des statistiques (SCB), l'inflation KPIF (hors impact des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires) se situe légèrement au-dessus des 2,9% prévus. La ministre des Finances Elisabeth Svantesson (Modérés) a déclaré ne pas s'inquiéter de cette augmentation, soulignant que les conditions économiques conjoncturelles n'indiquent pas une tendance persistante.

Le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale suédoise reste stable à 1,75%.

La *Riksbank* a décidé de maintenir inchangé son principal taux d'intérêt, considérant que le niveau actuel est favorable à l'économie suédoise. Selon le gouverneur de la banque centrale, Erik Thedéen, le taux devrait rester stable à ce niveau à court et moyen terme pour permettre, à long terme, de revenir à l'objectif d'inflation de 2%. Il estime que la hausse de l'inflation est temporaire mais a néanmoins réaffirmé sa vigilance.

Ikea souhaite renforcer sa présence en France avec un nouveau format de magasin.

Le groupe suédois d'ameublement a annoncé l'ouverture de nouveaux magasins dans les villes moyennes françaises en 2026. La France demeure son troisième marché après l'Allemagne et les États-Unis, en dépit d'un chiffre d'affaires en baisse (-4,4% sur la dernière année fiscale clôturée fin août). Ces résultats s'expliquent selon le groupe par les baisses de prix (-10%) pratiquées ces deux dernières années pour maintenir l'attractivité de la marque. En volume, le nombre de clients en France a ainsi atteint un record sur l'année fiscale 2024-2025 (+1,3%). Le PDG d'Ikea France, Johan Laurell, considère que le marché hexagonal offre de

« fortes perspectives de croissance » et prévoit d'augmenter sa part de marché (16% actuellement) par l'augmentation du parc de magasins (36 en France contre 55 en Allemagne). L'ambition du groupe est de se positionner à 15 minutes de chaque Français. Un format de plus petite taille de magasins serait, d'après le dirigeant, le meilleur moyen d'y parvenir rapidement, avec la promesse d'une expérience client plus simple et rapide. L'objectif est d'ouvrir ces magasins « petit format » en quelques mois par la location d'espaces (« *fast to market* »), contre deux ans actuellement pour un magasin standard avec l'achat des locaux.

Legora, nouvelle licorne suédoise, lève 150 M USD. Fondée en 2023, la startup suédoise dirigée par Max Junestrand (26 ans) est désormais valorisée à 1,8 Mds USD suite à une levée de fonds menée par le fonds américain *Bessemer Venture Partners*. L'entreprise, qui propose une solution fondée sur l'intelligence artificielle pour les professionnels du droit, poursuit sa croissance rapide : présente dans 20 marchés en mai 2025, elle est désormais active dans plus de 40 pays. Avec des bureaux à Stockholm, Londres, New York, Denver et Sydney, *Legora* compte 200 collaborateurs et prévoit de doubler ses effectifs d'ici un an. L'outil, qui permet d'analyser des milliers de pages de contrats et de rédiger des clauses complexes, est notamment destiné à une clientèle de cabinets d'avocats.

PAI Partners se désengage du groupe suédois de jeux vidéo Embracer. Le fonds français de *private equity* a vendu l'intégralité de ses participations dans le groupe suédois de jeux vidéo *Embracer*, qui a réalisé 2 Mds € de chiffre d'affaires l'an dernier. En 2022, *PAI Partners* avait vendu l'entreprise française de jeux de société *Asmodee* à *Embracer Group*. Cette transaction avait permis à la société de capital-investissement de devenir actionnaire d'*Embracer*, détenant jusqu'à 3,5 % des actions. Début 2025, *Asmodee* a été dissociée d'*Embracer* et cotée séparément à la bourse de Stockholm, dans le cadre d'un plan de restructuration important engagé par *Embracer* en 2023.

Erasteel, filiale d'Eramet, annonce 280 suppressions de postes en France et en Suède. L'entreprise métallurgique a annoncé une vague de licenciements, dont 190 à Commentry (Allier). La Suède est le deuxième pays le plus touché par ces suppressions de poste, avec la suppression annoncée des opérations du site de Vikmanshyttan et la réduction par deux des effectifs à Långshyttan. L'entreprise justifie sa décision par la pression concurrentielle internationale et par la mutation du secteur des aciers rapides. *Erasteel* a été créée en 1992 par la fusion de la société française *La Commentryenne* et de la société suédoise *Kloster Speedsteel*, toutes deux acquises par le groupe français *Eramet*.

SAAB remporte un contrat de 510 M SEK (46,6 M€) auprès du ministère danois de la Défense. Le groupe suédois d'armement a conclu un accord avec l'Organisation danoise des acquisitions et de la logistique du ministère de la Défense pour la fourniture du système d'armement *Carl-Gustaf M4*, ainsi que des munitions et du matériel d'entraînement. Le contrat prévoit des livraisons entre 2026 et 2028.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,0	-0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	0,8
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,6
Islande	9	5,6	-0,7	2,9	-0,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statische](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4

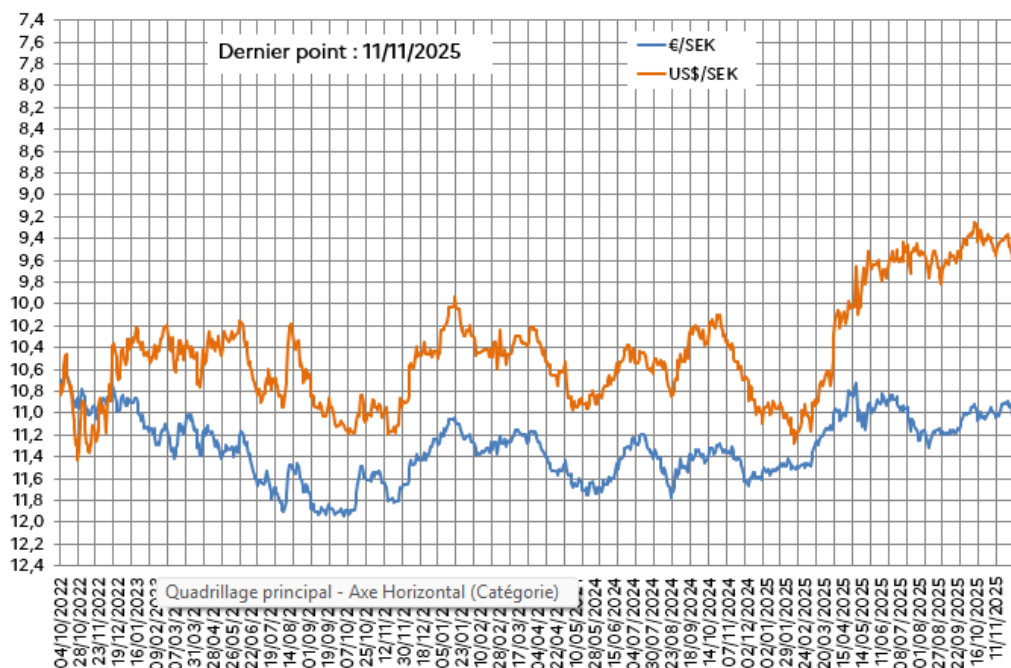
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

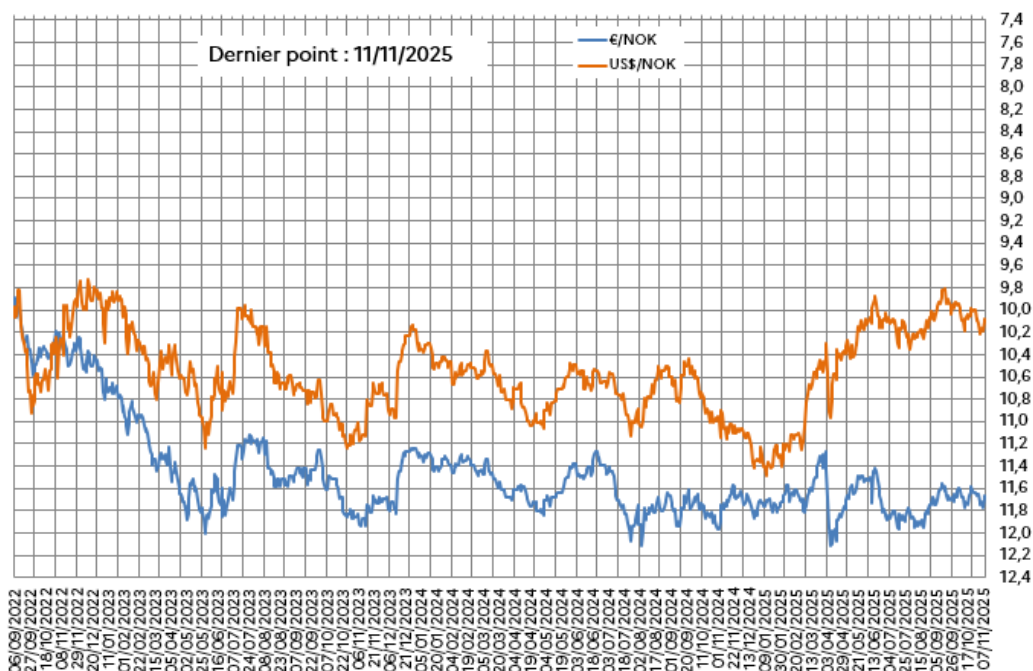
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Évolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot, S. Wihane-Marc), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'Ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr